

Économie & Politique

Monde

CAMILLE LAFRANCE
À TUNIS

C'est dans le quartier de «Lac», d'un chic neuf et froid, à quelques kilomètres au Nord-Est de Tunis, que Mondher Zenaidi, candidat indépendant à la présidentielle a laissé sa dernière image de campagne hier après-midi. Arrivé au «Lake Club», il a troqué son costume-cravate pour un maillot-chaussettes montantes aux couleurs blanche et rouge du club de l'Espérance sportive de Tunis. Un club qu'il a présidé en 1987, l'année d'arrivée de Ben Ali au pouvoir. Déjà à des postes clef depuis les années 1970, il devient dans les années 1990 vice-président de la Chambre des députés, puis enchaîne les casquettes de ministre: transport, commerce, tourisme, commerce, santé... Jusqu'à la chute du régime. Un parcours au cœur du système assorti de responsabilités au bureau politique du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), parti de Ben Ali dissout en 2011.

Installé à Paris après la révolution, Mondher Zenaidi avait été acclamé à son retour à l'aéroport de Tunis Carthage, il y a deux mois et demi. Aujourd'hui, il se pose en homme de terrain et d'expérience. «Je suis un enfant de l'administration et de l'État, j'ai eu une longue histoire avec le peuple tunisien, je l'ai servi», explique-t-il, légèrement essoufflé, après un match de foot sur pelouse synthétique avec les anciens du club. Sous sa photo de campagne, ce slogan: «La solution pour tous les Tunisiens». Loin des «dégagés» de 2011, il assure: «La Tunisie ne peut plus refaire les erreurs du passé: les atteintes aux libertés, aux droits de l'homme, les captations du bien public.»

Dans la maigre foule de supporters qui balance des drapeaux à son effigie, Samira, enseignante de 50 ans, «proche de l'ancien régime», soupire: «Depuis 4 ans, on n'a rien gagné, on a même reculé. Le coût de la vie a augmenté, le terrorisme s'est implanté.» Elle veut croire que Mondher Zenaidi, diplômé de Centrale et de l'ENA français, qui «connaît le système», pourra offrir son expérience à l'État.

Horde sauvage

Le premier membre du régime déchu à avoir fait son retour en politique, Kamel Morjane, est lui aussi candidat à la présidence. Il avait fondé son parti «l'Initiative» dès le scrutin de 2011. Il est passé de 5 à 3 sièges à l'Assemblée cette année. Fort d'une carrière de diplomate et membre des Nations unies, il est rentré au pays en 2005 pour devenir ministre de la Défense, puis des Affaires étrangères. Lui aussi met en avant son expérience et refuse la diabolisation. «Certains essaient de vendre aujourd'hui une image des anciens comme une horde sauvage qui représente un danger pour le pays, comme si on était dans un western», déplore-t-il, en agitant ses boutons de manchette couleur or et diamant. «J'étais le premier responsable de l'ancien régime à présenter mes excuses au peuple pour tout ce qui aurait pu nuire. Je me suis engagé dans cette lutte pour le pays, en tenant compte de ce qui s'est passé en 2011, ceux qui n'ont pas compris ce tremblement de terre politique n'ont rien compris.»

Dans son sillon, deux autres candidats également membres du gouvernement sous Ben Ali s'étaient présentés à ces élections pour la magistrature suprême: Abderrahim Zouari, plusieurs fois ministre et ex-Secrétaire général du RCD, et Mustapha Kamel Nablî, ex-ministre du Plan, puis gouverneur de la Banque centrale après la révolution. Ils se sont retirés de la course ces dernières semaines.

L'ancien régime au second plan chez Nidaa Tounes

«Le premier acte de relégitimation a été le refus



À 87 ans, Béji Caïd Essebsi est le grand favori de la présidentielle de dimanche en Tunisie. © EPA

En Tunisie, le retour de l'ancien régime

Pour la première fois, les Tunisiens s'apprêtent à élire leur président librement ce dimanche. Vingt-sept candidats sont en lice. Parmi eux, plusieurs membres de l'ancien régime qui tentent de faire peau neuve. Un retour qui divise.

d'introduire dans la loi électorale l'inéligibilité d'anciens cadres du RCD», explique Jérôme Herteaux, chercheur en sciences politiques à l'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain). Un projet de loi dit «d'immunité de la révolution», qui prévoyait de les exclure, mais a été rejeté par l'assemblée.

Un rejet pour lequel a largement milité le parti Nidaa Tounes. Ce parti séculier, arrivé en tête des dernières législatives avec 86 sièges sur 217, compte de nombreux membres de l'ancien régime dans ses rangs. À près de 88 ans, son chef, Béji Caïd Essebsi, est donné favori de ce scrutin présidentiel. Brièvement président de la Chambre des députés

sous Ben Ali de 1990 à 1991, il s'en était distancé. Beaucoup retiennent de son parcours ses nominations comme ministre de l'Intérieur, de la défense et des affaires étrangères et ambassadeur sous Habib Bourguiba, le «père de l'indépendance». Un passé dont il se réclame. C'est à Monastir, sur son mausolée, qu'il a d'ailleurs entamé sa campagne. Son parti créé en 2012 rassemble, au-delà des «anciens», des personnalités de gauche et des syndicalistes.

«C'est aux citoyens de dire dans les urnes s'ils veulent sanctionner la participation à l'ancien régime», répète-t-il. Sa ligne rouge: seules les personnalités poursuivies par la justice ne peuvent entrer chez Nidaa.

EXPRESS

UN FAVORI DE 87 ANS

La Tunisie organise dimanche sa première élection présidentielle libre de l'après-révolution, pour laquelle le grand favori, Béji Caïd Essebsi, 87 ans, espère réaliser un doublé après la victoire de son parti Nidaa Tounès aux législatives aux dépens des islamistes d'Ennahda.

Vingt-sept personnalités sont en lice pour ce scrutin, dont le président sortant Moncef Marzouki, des ministres du président déchu Zine El Abidine Ben Ali, une figure de proue de la gauche, Hamma Hammami, le riche homme d'affaires Slim Riahi ainsi qu'une magistrate, Kalthoum Kannou, seule femme candidate. Le parti islamiste Ennahda, au pouvoir de fin 2011 jusqu'à début 2014, n'a pas présenté de candidat.

Si aucun des candidats ne remporte la majorité absolue dès le premier tour, un second tour est prévu fin décembre.

À 87 ans, Béji Caïd Essebsi, le grand favori, a servi aussi bien Bourguiba que Ben Ali avant de s'imposer comme le poids lourd de la Tunisie post-révolutionnaire face aux islamistes.

Cet avocat de formation a été nommé Premier ministre provisoire en février 2011. Il a à son crédit d'avoir mené le pays vers les premières élections libres de son histoire en octobre 2011, remportées par Ennahda.

Mais ce ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères sous le premier président tunisien Habib Bourguiba, puis président du Parlement en 1990-1991 sous Ben Ali, est accusé par ses opposants d'être un produit du sérail cherchant à reproduire l'ancien régime.

Marqués par des décennies de parti unique, ses détracteurs critiquent la part «mauve» (couleur de Ben Ali) de Nidaa Tounes et craignent que le parti ne devienne hégémonique si «Beji» l'emporte. L'actuel président et candidat à sa succession Moncef Marzouki, fait ainsi largement campagne sur le risque de «contre-révolution».

Colère d'Ennahda

Méfiance qui vire à la colère chez certains sympathisants d'Ennahda, parti islamiste réprimé sous l'ancien régime, arrivé second aux législatives. Parmi eux, Nacer s'insurge: «Pourquoi a-t-on fait la révolution? Pour faire sortir l'ancien régime de la politique! C'est contradictoire de les laisser revenir. On sait bien ce qu'ils ont fait avant: la corruption, la torture». «Le retour de caciques du régime déchu est lié au retard de mise en place des mécanismes de justice transitionnelle. Une grande part de la population a souffert du RCD et voit ce retour comme un vrai viol», affirme Riad Ben Fadhel, directeur de campagne de Hamma Hammami, candidat du front populaire, coalition de gauche. Très attendue, la commission «Vérité et dignité», chargée de mettre en place cette justice spéciale sur les crimes du passé, est censée débiter ses travaux en décembre.

Nouveaux pare-feu: la société civile et le pluralisme politique, bien ancrés. Béji Caïd Essebsi l'a promis: «Nidaa ne gouvernera pas seul, ce n'est ni dans son intérêt ni dans celui des Tunisiens.» Son parti ne dispose pas de la majorité à l'Assemblée. Il va devoir composer aussi bien avec les islamistes d'Ennahda que les autres partis de l'hémicycle. L'union nationale revient dans toutes les bouches. «S'il est élu, Béji Caïd Essebsi n'aurait pas intérêt à jouer le jeu du retour en arrière, tempère Jérôme Herteaux. Il gagnera plus à ce qu'on garde de lui l'image de celui qui a permis la construction de la démocratie. Cela étant, les expressions d'intolérance en faveur d'un durcissement, d'une restauration de l'ordre, et les critiques tous azimuts d'Ennahda ne sont pas très rassurants.»

«S'il est élu, Béji Caïd Essebsi n'aurait pas intérêt à jouer le jeu du retour en arrière.»